



Résolument à l'offensive pour empêcher la privatisation de La Poste la victoire est à portée de main

Il y a maintenant plus de 16 mois que se développe la mobilisation des postiers conjuguée à celle de la population et des élus contre la privatisation de la Poste.

Sans relâche, et encore cette semaine, alors que le projet de loi est examiné au sénat, de nombreuses initiatives dont la CGT est partie prenante ont lieu dans les services de La Poste, devant les bureaux, sur les marchés, devant les préfetures pour que le Président de la République retire son projet et demande l'avis de la population par référendum sur l'avenir du service public postal.

Les postiers et les usagers y réaffirment leur opposition au changement de statut de la Poste et à l'ouverture de son capital et leurs exigences pour garantir l'avenir du service public postal et celui des postiers

Le gouvernement, en difficulté, tente de rassurer avec des promesses qui ne peuvent convaincre que ceux qui veulent bien y croire.

Le Ministre Estrosi déclare ainsi vouloir rendre La Poste « imprivatisable » Soit !

Pourquoi alors changer son statut ?

Il prétend vouloir maintenir le régime de retraite complémentaire, Ircantec, pour les contractuels déjà en place, mais pas pour les nouveaux embauchés, mettant ainsi en péril le devenir du régime.

Certains avancent l'idée d'exonérer jusqu'à 100% La Poste de taxe professionnelle alors même que le Président de la République veut à toute force la supprimer. Quelle mascarade !

La CGT réaffirme que rien n'oblige à changer le statut de La Poste si ce n'est la volonté politique du gouvernement de privatiser les services publics.

Oui, il faut développer et financer le service public postal ! Nul besoin de changement de statut ni d'ouverture de capital pour cela.

Les sénateurs ne doivent pas voter le projet de loi comme le leur ont demandé la CGT avec toutes les organisations syndicales de La Poste.

La CGT appelle à renforcer la mobilisation citoyenne et celle des postiers.

C'est dans cet esprit qu'elle participera à la prochaine réunion du comité national le 4 novembre et à la rencontre unitaire des fédérations syndicales de La Poste le 5 novembre.

A l'appui des initiatives déjà prises (pétition commune et débats auprès des postiers pour une nouvelle mobilisation encore plus forte), la CGT propose maintenant de décider ensemble d'une nouvelle grève unitaire massive des postiers dans la 3^{ème} semaine de novembre.

La bataille continue pour que le projet de loi soit retiré et pour que La Poste renonce à toutes les réorganisations et suppressions d'emplois qui concourent à la privatisation et réponde aux revendications des postiers.